



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Le **Courrier** de
l'**UNESCO**

Décembre • 2006 • ISSN 1993-8616

POST-CONFLIT RECONSTRUIRE L'AVENIR



POST-CONFLIT : RECONSTRUIRE L'AVENIR

Afghanistan, Rwanda, Liban, Iraq : après le temps des conflits vient celui, incertain, de la réconciliation et de la reconstruction.

En s'associant à la réfection du pont historique de Mostar, détruit pendant la guerre de Bosnie, en se préoccupant du sort des enfants libanais traumatisés par la guerre, ou en intervenant dans l'Afghanistan d'après les Talibans, l'UNESCO participe à cet effort. **ÉDITORIAL 3**

Le palais de Kaboul (Afghanistan) en ruines.



LE PATRIMOINE, VICTIME COLLATÉRALE DE LA GUERRE EN IRAQ

Cible symbolique, le patrimoine culturel peut être directement visé pendant une guerre. Mais le plus souvent, la première menace qui pèse sur les sites pendant et après le conflit reste le pillage. **4**



RWANDA : LES FEMMES MONTRENT L'EXEMPLE

Touchées de plein fouet par le génocide qui a endeuillé le pays en 1994, les femmes rwandaises jouent un rôle clé dans la reconstruction du pays et dans le douloureux travail de réconciliation. **10**



LIBAN : L'EMPREINTE DE LA GUERRE

Continuer à vivre après les bombes, les traumatismes nés de la guerre : tel est le défi auquel sont confrontés les enfants libanais. Dans ce contexte, le jeu est un moyen privilégié de les inciter à exprimer leurs souffrances. **6**



« POUR LA FAUNE, LES SITUATIONS DE POST-CONFLIT PEUVENT ÊTRE PIRES

QUE LES CONFLITS EUX-MÊMES »
Lorsqu'un conflit éclate, la préservation de la biodiversité n'est pas perçue comme une priorité. Pour Guy Debonnet, spécialiste du patrimoine naturel au sein du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, il est pourtant possible d'agir pour éviter des dégâts irréversibles. **12**



QUAND L'ÉCOLE N'EST PLUS UN LIEU SÛR

Inquiets pour leur sécurité, élèves et professeurs désertent les établissements d'Iraq. Le système éducatif tout entier est menacé. **8**

CHRONOLOGIE 14

l'UNESCO s'est attelée à la tâche de reconstruction dès ses tout premiers programmes.

LE COURRIER REMONTE LE TEMPS 15

Une sélection de dossiers en ligne sur la reconstruction postconflit, extraits de numéros récents du *Courier de l'UNESCO*.

Éditorial

Une demi-douzaine de 4x4 de l'ONU sont alignés, prêts à nous conduire à Kaboul, à 50 km de là. Je partage un des véhicules avec d'autres arrivants, dont celle qui sera bientôt nommée ministre des Affaires féminines dans le premier gouvernement d'Hamid Karzaï. Exilée de longue date, elle fait preuve d'un optimisme et d'un enthousiasme communicatifs sur l'ère qui s'ouvre pour l'Afghanistan. Les émotions débordent tandis que nous progressons parmi les débris militaires incendiés, traversant quelques rivières à gué pour contourner les ponts détruits par les bombardements aériens.

Une pâle lumière hivernale enveloppe les rues de Kaboul, mornes et vides, où errent de rares habitants à bicyclette ou juchés sur une charrette à âne. Épuisés par des années de conflit et de privations, ils scrutent avec anxiété ces envahisseurs d'un nouveau genre.

Les jours suivants, les visites aux administrations parlent d'elles-mêmes : un système éducatif chaotique, un bâtiment ministériel où des rangées poussiéreuses de registres du personnel et de consignes scolaires semblent ne renvoyer à aucune réalité. Les écoles ne sont qu'un champ de ruines. Les femmes, épine dorsale du corps enseignant, ont été écartées de leurs fonctions depuis des années et les filles se sont réfugiées dans des écoles clandestines.

« Un pays est vivant tant que sa culture reste vivante », proclame une banderole au-dessus de l'entrée principale du musée national de Kaboul. Autrefois dépositaire de la richesse artistique de la civilisation afghane, le musée n'est plus qu'une coquille vide, la plupart de ses trésors ayant été pillés ou délibérément saccagés.

À l'agence nationale de presse Bakhtar, à l'autre bout de la ville, les journalistes se battent avec un télescripteur d'un autre âge pour recevoir et envoyer leurs dépêches. La presse privée est embryonnaire, la pénurie d'informations générale.

Se relever après une période de crise

La situation de l'Afghanistan n'a rien d'exceptionnel. Partout où sévissent conflits et guerres civiles et où des pays tout neufs tentent d'émerger du brasier des combats ou des transitions politiques, le besoin de reconnecter la société, de reconstruire le tissu culturel et de s'attaquer aux grands problèmes de misère, exclusion sociale ou violations des droits de l'homme se fait immanquablement sentir. Le Cambodge en a fait l'expérience au début des années 1990 après les horreurs d'un passé brutal, et, dix ans plus tard, le Timor oriental sortait du néant dans le bruit et la fureur. L'Europe a traversé des abîmes de douleur en ex-Yougoslavie, et l'Afrique a vécu le génocide rwandais, et maintenant le martyr de Darfour.

Si les agences d'aide humanitaire et de développement international ne peuvent, à elles seules, résoudre des problèmes sociaux et infrastructurels depuis longtemps en gestation, leur intervention immédiate au sortir des conflits peut apporter un soutien crucial aux autorités et à la société civile et les aider à arrêter les échéances, définir les objectifs et encourager les processus démocratiques. Lorsque « tout » est à refaire, il n'est pas facile de fixer les priorités. Après des années de souffrance, les attentes de la population sont grandes alors que la main d'oeuvre qualifiée manque et que l'aide financière d'urgence

se fait attendre. Les fractures ethniques et politiques sont encore visibles, mais les mécanismes de mise en oeuvre du développement souvent inexistant.

Une voie étroite

L'intervention internationale apporte son lot de problèmes. L'afflux d'étrangers bien payés provoque souvent une flambée insupportable des prix des produits alimentaires et des services de première nécessité, qui déstabilise l'économie du pays. Inévitablement, les agences internationales et les ONG sont appelées à recruter auprès de l'élite urbaine et éduquée, exacerbant le clivage entre nantis et défavorisés et privant d'employés qualifiés les entreprises locales. En l'absence d'une amélioration rapide et tangible des conditions de vie générales, la bienveillance à l'égard de la présence humanitaire se change vite en amertume.

Après un conflit, c'est à la société qu'il revient de prendre en main la planification, la préparation et la reconstruction de son avenir. Mais la communauté internationale attend aussi d'organisations comme l'UNESCO qu'elle apporte son soutien et son expertise au processus de rénovation. Entre le moment où elles décident d'intervenir, et celui où il faut se retirer d'une telle situation, les agences d'aide au développement ont une marge de manoeuvre aussi infime que celle du démineur sur un champ de mines afghan. Chaque pas en avant exige la plus mûre des réflexions. Le danger est partout, pourtant cette progression hésitante reste la seule marche à suivre vers la reconstruction du pays.

Martin Hadlow.

Cible symbolique, le patrimoine culturel peut être directement visé pendant une guerre. Mais le plus souvent, la première menace qui pèse sur les sites pendant et après le conflit reste le pillage.

LE PATRIMOINE VICTIME COLLATÉRALE DE LA GUERRE EN IRAQ



Gardien de site archéologique patrouillant en Iraq.

2001 : les Bouddhas de Bamiyan sont anéantis par les Talibans. Dans ce cas, la destruction était délibérée. Mais plus souvent, ce qui est à redouter, ce sont les bandes organisées déjà impliquées dans le trafic international d'objets d'art. Telle était, telle est toujours la situation dans le sud de l'Iraq, où de nombreux sites archéologiques pré-islamiques sont livrés aux pilliers à l'affût d'objets monnayables. Avec une prédilection pour les tablettes et statuettes produites entre Ur III (2195-2004 avant J.-C) et la période babylonienne moyenne (1595-1000 avant J.-C).

Ce pillage, commencé dès 1991 dans la vacance du pouvoir, s'est rapidement intensifié à la veille, et au lendemain, du conflit de 2003. Or, dans ces régions en proie à l'insécurité, peut-on réellement espérer protéger le patrimoine culturel ?

Au cours de trois séjours effectués en Iraq entre mai 2003 et août 2004, j'ai cherché une réponse à cette question. Et, contre toute attente, je suis parvenu à la conclusion que le pillage pouvait être stoppé de manière relativement simple, à condition que la volonté existe.

Insécurité grandissante

Pour mettre un terme au saccage des sites dans le sud de l'Iraq, il fallait trouver les bons partenaires, et leur apporter le soutien nécessaire. En mai 2003, l'infrastructure était déjà en place, à Bagdad sous la forme du Conseil national des antiquités et du patrimoine (SBAH). Mais aussi dans les provinces, où le réseau d'inspecteurs des antiquités et de gardiens des sites archéologiques était resté à peu près intact depuis la chute de Saddam.

La culture, parent pauvre

Le Packard Humanities Institute et le Département d'État américain ont versé un million de dollars pour la reconstruction du Musée national d'Iraq. L'UNESCO a également porté une contribution grâce à des fonds du Japon, de la Suisse, de la Norvège et de l'UNDG Trust Fund. Grâce à une contribution de l'Italie, l'UNESCO a ainsi formé la police des sites et les douaniers contre le trafic illicite d'objets archéologiques et mené une campagne de sensibilisation.



Archéologue et police locale sur le terrain.

Cette structure fragile mais en état de marche n'avait pas besoin de gros moyens logistiques ou financiers. Immédiatement après l'invasion, Abdul-Amir Hamdani, archéologue iraquien courageux et dévoué, tenta de sécuriser les centaines de sites de la province avec les seuls moyens dont il disposait : 150 gardiens appuyés par la police locale, nullement équipés pour cette tâche. Autant dire qu'ils n'avaient aucune chance face à des pilliers armés jusqu'aux dents.

Aujourd'hui, dans un pays où l'insécurité grandit, les gardiens des sites ont besoin d'un salaire garanti, d'équipements modernes, de moyens de communication et,

par-dessus tout, d'effectifs plus nombreux. En Iraq, un gardien de site touche un salaire de 100 dollars par mois. Avec un budget annuel de deux millions de dollars, le SBAH aurait pu recruter 1000 gardiens, et augmenter ses chances de préserver les sites.

Les organisations à but non lucratif et les ONG, dont certaines ont dégagé des sommes importantes pour la protection du patrimoine culturel de l'Iraq, assistent bras croisés à la recrudescence des pillages. Les unes restent impuissantes face au casse-tête sorti de l'occupation et à l'aggravation des tensions. Les autres hésitent à s'engager dans des actions armées. Et mettent le

doigt sur le coeur du problème. Car qui doit assurer la protection du patrimoine culturel ? Pendant qu'on débat de ces questions, la razzia se poursuit.

Sécurisation des oléoducs

Un coup d'oeil aux moyens mis en oeuvre pour assurer la protection des champs pétrolifères iraqiens suffit pour comprendre ce qui aurait pu être fait. Un contrat de 30 millions de dollars a été signé avec une société de surveillance pour la sécurisation des oléoducs de Dhi Qar.

En un an, 800 agents de sécurité ont été recrutés et formés à la protection des pipelines, en plein zone archéologique. Equipés de fusils, de camionnettes, de contacts radio et du soutien aérien des troupes de la coalition, cette véritable armée se targue de n'avoir essuyé aucune attaque terroriste dans son secteur. Est-il donc si naïf de penser qu'on aurait pu défendre de la même façon les trésors culturels de l'Iraq ?

La protection du patrimoine culturel doit être planifiée à trois niveaux : un, en assurant la sécurisation adéquate des sites avant, pendant et après tout conflit, deux, en s'attaquant, au niveau local, aux causes économiques du pillage, et trois, en luttant contre le trafic illicite d'objets d'art du côté des demandeurs.

Le patrimoine culturel est une ressource non renouvelable qu'une guerre peut faire disparaître, pendant ou après. Sa protection après un conflit doit figurer parmi les priorités.

Winston Churchill l'a dit : « un peuple qui oublie son passé n'a pas d'avenir ». Lorsque les peuples succombent, il est de la responsabilité morale de la communauté internationale d'intervenir pour protéger le passé, pour le bien de tous nos avenir.

Micah Garen,

Ecrivain, photographe et documentariste, Micah Garen a réalisé plusieurs reportages sur la préservation du patrimoine culturel en temps de guerre au Moyen-Orient.



Décoration de la mosquée de Kufa.

Continuer à vivre après les bombes, les traumatismes nés de la guerre : tel est le défi auquel sont confrontés les enfants libanais. Dans ce contexte, le jeu est un moyen privilégié de les inciter à exprimer leurs souffrances.

LIBAN

L'EMPREINTE DE LA GUERRE



© Archives An-Nahar

Fadi au milieu des décombres de sa maison.

Fadi quitte les décombres de sa maison, dans la banlieue de Beyrouth, un carton de livres dans les bras. Il part habiter non loin de là, dans le quartier de « tarik jadda » (la nouvelle route), chez des proches. Son école étant désormais trop éloignée, il va devoir en changer. Ce qui le préoccupe, c'est de ne pas avoir retrouvé son cahier de dessin au milieu des ruines.

Direction Cana, dans le sud du pays. Le foulard noir de Souad révèle un visage rond et un regard timide. Souad est une rescapée du massacre perpétré à Cana en 1996. Agée de six ans à l'époque, elle a été gravement blessée et brûlée. « J'ai perdu ma mère et mes cinq frères et sœurs. Je m'étais habituée à la guerre, je m'y étais adaptée. Je n'avais plus si peur. Mais lorsqu'ils ont bombardé Cana – en août 2006 – pour la deuxième fois, je me suis mise à pleurer et à

crier. C'était comme si je revivais le premier massacre. Quand j'étais petite, je dessinais pour fuir la peur, mais depuis que j'ai quitté l'école je ne dessine plus ».

Un miroir de la situation

Fadi et Souad sont deux victimes de la guerre, traumatisées pour longtemps par ce qu'elles ont vécu. C'est pour elles que, pour la première fois, des structures sont mises en place au Liban pour leur venir en aide. Le jeu est un moyen privilégié de les amener à exprimer ce qu'ils ressentent. Claire El Saïd, responsable du bureau de Beyrouth du Mouvement international d'apostolat des enfants, C'est un mouvement catholique qui a un statut consultatif auprès de l'UNICEF, l'affirme : « il faut que les enfants jouent jusqu'à en être fatigués. Nous analysons la vio-

lence qui se manifeste dans leurs jeux. Les enfants sont un miroir de la situation ambiante. »

Le Mouvement international d'apostolat des enfants s'emploie notamment à tenter de diminuer auprès des enfants l'impact des scènes de violence véhiculées par les médias. « Il faut tenter d'éviter les séquelles futures », commente Claire El Saïd.

Secrétaire général du Conseil supérieur pour l'enfance (qui relève du ministère des affaires sociales), Elie Mikhail a coordonné son action avec celle des associations humanitaires, afin de mettre en place un soutien psychologique et moral. Programmes et activités ont été multipliés pour soulager les enfants et leur permettre de s'adapter à une réalité nouvelle. Un mécanisme a été mis en place pour détecter les cas de traumatisme et les orienter vers des psychothérapeutes.



Enfants du sud Liban étudiant sous des tentes.

Le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur s'est aussi saisi de la question. Il a lancé la formation de cent cinq enseignants dans la région de Marjeyoun. Ce séminaire portait sur le soutien affectif à apporter aux enfants après la guerre. Par ailleurs, le ministère de l'éducation a collaboré avec l'UNESCO et l'UNICEF dans les régions de Bint Jbeil, Nabatieh, Marjeyoun et Hasbaya dans le Sud-Liban. Vingt cinq enseignants des écoles publiques ont participé à des ateliers organisés par le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth. Leur objectif : aider les élèves à surmonter l'épreuve de la guerre grâce à des travaux pratiques, des activi-

tés artistiques ou théâtrales, tout en proposant des exercices pour de soutien psychologique.

Chanson pour la paix

Parallèlement des activités extrascolaires telles que des camps de loisirs le week-end ou des excursions récréatives viennent s'ajouter à des activités de dessin et de chant. L'artiste Jahida Wehbeh a ainsi sélectionné un groupe d'enfants pour interpréter avec elle une chanson sur la paix.

Line Jones, consultante auprès du Corps Médical International (IMC) dans le domaine de la santé mentale, intervient dans les villages du Sud. Grâce à des marionnettes,

elle apprend aux enfants comment éviter les bombes et leur donne l'occasion d'exprimer ce qu'ils re-foulent. A son arrivée au Liban, elle a découvert que les enfants du Sud étaient prisonniers de leur maison : les activités de loisirs se déroulent généralement dans les ruines ou leur rappellent une enfance qu'ils ont été forcés d'abandonner. Certains d'entre eux suivent les cours sous des tentes. C'est pourquoi elle a suggéré aux responsables des organisations internationales de faire construire un centre qui offre aux enfants un espace pour jouer et parler librement de leurs peurs. Le centre a été construit dans la localité de Khiyam.

Cependant, Claire Said remarque que ce travail sera sans effet significatif, s'il se résume à des actions limitées dans l'espace et le temps. Elle espère la mise en place par le ministère de l'éducation et les organisations internationales spécialisées d'un plan d'action sur un an au moins, afin de poursuivre un travail thérapeutique qui a été engagé afin qu'il touche tous les enfants qui en ont besoin, même lorsqu'ils ne présentent pas de signes de troubles apparents.

Ghassan Hajjar,
à Beyrouth.



Ecole endommagée à Bing Jbeil.

Depuis dix ans, un projet vient en aide aux parents de certaines régions rurales ou défavorisées de Jordanie. Si cette initiative était jusque là essentiellement destinée aux mères, elle concerne désormais aussi les hommes, sensibilisés par le biais de la religion.

QUAND L'ÉCOLE N'EST PLUS UN LIEU SÛR



Rue Hafía, Bagdad.

C'est mon ami Tariq qui m'en a parlé le premier : sa nièce est furieuse parce que ses parents veulent la changer d'école pour la rapprocher de la maison. Celle où elle étudie actuellement leur semble trop éloignée en ces temps troublés où, pour les adolescentes, le risque d'enlèvement est grand. Les milices patrouillent dans les rues, imposant leur loi, et les poseurs de bombe s'attaquent même aux quartiers réputés les plus « sûrs ». Tariq ajoute, comme allant de soi, que les écoles se vident de leurs élèves et de leurs professeurs.

Notre conversation fait tache d'huile : mon traducteur rapporte une histoire similaire, puis c'est au tour d'un de mes gardes du corps. Car apparemment, l'enseignement primaire n'est pas le seul touché. D'un bout à l'autre de l'Iraq, c'est tout le système scolaire que la violence est en train

de ronger. Professeurs et étudiants sont unanimes : ils ne se sentent plus en sécurité dans les universités. Menaces et assassinats se multiplient. La situation est si grave que dans les zones les plus exposées, la moitié des enseignants et étudiants ont déserté.

A mesure qu'on avance dans le trimestre, il devient évident que l'éducation iraquienne traverse une crise sans précédent.

Une situation intolérable

De Bassorah, dans le sud, à Kirkouk et Mossoul dans le nord, tout l'enseignement supérieur est infiltré. « Les milices de tous bords font la loi dans les universités », confirme un enseignant en sciences politiques de l'Université de Bagdad. « Les cours sont suspendus à cause des trou-

bles, et les collègues plient bagages chaque fois qu'ils le peuvent ».

« La situation est devenue intolérable, poursuit-il. Beaucoup d'enseignants ont tout simplement quitté le pays, d'autres sont en congé de longue maladie. Nous avons dû faire appel aux étudiants de maîtrise et de doctorat pour assurer les cours ».

« Depuis que les enseignants dans les disciplines scientifiques se font assassiner, la plupart des profs de médecine, de biologie et de mathématiques ont fui », confie un autre enseignant en sciences politiques de Bagdad. « Ceux qui en ont les moyens expédient leurs enfants à l'étranger. Beaucoup, comme ma fille, préfèrent achever leurs études supérieures en Egypte ».

Les femmes sont aussi régulièrement prises pour cible. Il y aura bientôt deux ans, plusieurs ensei-



Elèves irakiens.

gnantes de l'université de Bassorah m'ont rapporté qu'elles étaient harcelées par des groupes de jeunes, alliés aux milices. Ils avaient aussi brutalisé et menacé des étudiantes non voilées, et cherché à intimider celles dont ils estimaient qu'elles n'avaient pas choisi des filières convenables. Le phénomène s'est depuis répandu dans tout le pays.

La menace est partout

Mais c'est la situation sécuritaire qui pose le plus problème et pas seulement à Bagdad. A Mossoul, même son de cloche : pour les professeurs,

le système sombre dans le chaos. Mohammed U., un scientifique de 60 ans, s'est confié à moi en revenant de l'enterrement d'un collègue, doyen de la faculté de droit, tué dans une explosion.

« On nage en pleine confusion. Les professeurs s'en vont. Comme les routes et les ponts sont coupés, ils ont de toutes façons beaucoup de mal à rejoindre l'université, tout comme leurs élèves, explique-t-il. Les étudiants sont mis à rude épreuve. Nous avons été obligés d'abaisser le niveau, pour les ménager. Du coup, l'ensemble du système se dégrade ».

Dans de nombreux établissements

secondaires, le bilan est le même. « Dans mon quartier, l'éducation part en lambeaux », constate une enseignante d'Amariya, qui a démissionné il y a quatre mois, juste avant le meurtre de deux de ses collègues. « Certains enfants ne peuvent se rendre au collège à cause des barrages. Quant aux autres, leurs parents les ont purement et simplement retirés par crainte des enlèvements ».

« Lorsqu'ils sont tributaires de la voiture, les enfants hésitent à venir », précise-t-elle. « Quand je suis partie, les effectifs étaient déjà réduits de moitié. Nous voyons les parents lorsqu'ils viennent demander un "congé" pour leurs enfants, avant d'avouer qu'ils sont trop effrayés pour continuer de les envoyer à l'école ».

Les jeunes, les plus désireux d'étudier, payent le prix fort. Une élève du secondaire de Zafaraniya que j'ai rencontrée comptait cette année entrer à l'université. Mais il aurait fallu se rendre à Adhamiya, un quartier violent, et elle a donc demandé un sursis : « C'est trop loin et l'itinéraire n'est pas sûr. Je ne sais donc pas si je pourrai aller à l'université ou si je vais devoir rester toute l'année cloîtrée à la maison ».

Peter Beaumont,
à Bagdad.



L'éducation en Iraq

Avec un enseignement de base obligatoire et gratuit, une scolarisation quasi universelle et des taux d'alphabétisation parmi les plus élevés de la région, le système scolaire irakien était jadis l'un des meilleurs du monde arabe.

Mais des années de conflit et de sanctions économiques ont ébranlé ce bel édifice.

Récemment, le gouvernement irakien a relancé ses efforts de reconstruction et de réforme des trois piliers de l'éducation : élèves, enseignants et programmes scolaires.

Une revalorisation de 600% du budget global de l'éducation vient d'être annoncée, qui permettra de multiplier les projets de soutien. Les enseignants ont ainsi bénéficié d'ateliers de formation dispensés par des prestataires internationaux. Les programmes scolaires vont être

réformés et sont actuellement à l'examen dans tout le pays.

Le gouvernement a relevé à 200 000 dinars irakiens (environ 135 dollars EU) le niveau de salaire des enseignants, assorti de primes mensuelles pouvant aller de 30 000 à 50 000 dinars (de 20 à 35 dollars EU environ). Le ministère de l'Education leur propose aussi des terrains, ainsi que des prêts remboursables sur trois ans pour financer l'achat de véhicules privés.

Avec d'autres organisations internationales, l'UNESCO a participé à la mise en oeuvre de plusieurs programmes d'urgence visant à apporter aux élèves irakiens des manuels et des installations dignes de ce nom et de meilleures possibilités d'apprentissage.

Source:
Bureau de l'UNESCO
à Bagdad.

Touchées de plein fouet par le génocide qui a endeuillé le pays en 1994, les femmes rwandaises jouent un rôle clé dans la reconstruction du pays et dans le douloureux travail de réconciliation.

RWANDA

LES FEMMES MONTRENT L'EXEMPLE



© UNESCO/Aimable Twahirwa

Vendeuses du marché de Nyabugogo.

Depuis plus de dix ans, Espérance Murorunkwere, est commerçante à Kigali, la capitale rwandaise. Cette femme d'une quarantaine d'années, mère de quatre enfants, revend des produits ménagers importés du Kenya. Son échoppe se trouve dans le quartier de Matheus, un endroit où transitent une bonne partie des produits d'importation en provenance des pays de la région. Espérance figure parmi les femmes qui ont réussi au Rwanda, douze ans après génocide qui a fait près de 800 000 victimes, soit 10% de la population de ce pays de la région des Grands Lacs.

Son cas est loin d'être isolé. Même si le grand public rwandais n'en a pas toujours pris la mesure, c'est une véritable révolution qui est s'est opérée dans le pays depuis une

dizaine d'années. La guerre civile qui a secoué le pays en 1994 a marqué un tournant social, soutenu aussi par une réalité démographique : au lendemain du génocide, 70% de la population était constituée de femmes. Regroupées dans des associations, elles ont pris des enfants que le conflit avait rendu orphelins, se sont mobilisées en nombre pour défendre les droits de l'homme, faire reculer l'analphabétisme ou promouvoir le microcrédit.

Sur les chantiers ou au volant des taxis

Mais elles ont aussi investi des domaines moins attendus. Il n'est pas rare désormais de voir une femme sur un chantier de construction, au guichet d'une banque ou au volant d'un taxi. On revient de loin lorsqu'on

sait qu'il y a peu de temps encore, le système législatif était largement discriminatoire. Un exemple : une femme ne pouvait hériter des biens de ses parents ou de son mari tandis que l'inverse était possible.

Il faut dire que les femmes ont payé un lourd tribut pendant le génocide. D'après les estimations, elles seraient entre 250 000 et 500 000 à avoir été victimes de violences sexuelles (Source : Nations Unies). Des études réalisées auprès de femmes violées durant le génocide révèlent que deux tiers d'entre elles ont été contaminées par le VIH/sida ou d'autres maladies sexuellement transmissibles et 80 % demeurent « gravement traumatisées ». Par ailleurs, on estime que 50% ont perdu leur mari pendant le conflit. De nombreuses autres femmes, dont les



© UNESCO/Aimable Twahirwa

Des femmes rwandaises ont pris part aux instances de prise de décision, ici dans le parlement rwandais.

maris se sont réfugiés en République démocratique du Congo en 1994 se sont retrouvées du jour au lendemain chefs de famille.

Le Rwanda champion de la parité

Touchées de plein fouet par le génocide, les femmes n'ont pas seulement joué un rôle capital dans la reconstruction physique du pays mais aussi dans le douloureux travail de réconciliation nationale. Il est vrai qu'elles sont beaucoup moins nombreuses à avoir été impliquées directement dans les massacres : elles représentent environ 5 % des personnes emprisonnées après le génocide.

Ces changements ont trouvé une traduction dans les institutions du pays. La nouvelle constitution adoptée en 2003 prévoit en effet que 30% des postes, dans les administrations ou les instances politiques, doivent être réservés à des femmes. Après les élections d'octobre 2004, les femmes occupaient 48,8% des sièges de la Chambre des députés. A titre de comparaison, elles occupent 45% des sièges au parlement national suédois, qui a longtemps fait figure de champion de la parité.

« C'est beaucoup, mais le chemin à parcourir reste long pour atteindre l'égalité entre les deux sexes à tous les niveaux de prise des décisions

politiques et économiques », estime Espérance Murorunkwere. De son côté, Déogratias Kayumba, vice-président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) salue l'étape importante franchie dans le domaine du genre. Mais il déplore aussi que beaucoup de Rwandaises restent encore au bas de l'échelle sociale. Par ailleurs, d'autres batailles restent à mener, comme la dépénalisation de l'avortement par exemple. On peut craindre aussi, qu'à terme, la disparition de nombreuses femmes contaminées par le VIH/sida ne compromette le travail d'émancipation entrepris par les rescapées du génocide.

Aimable Twahirwa.



© UNESCO/Aimable Twahirwa

Cueillette de feuilles de thé à Gisakura (sud ouest du pays).

Lorsqu'un conflit éclate, la préservation de la biodiversité n'est pas perçue comme une priorité. Pour Guy Debonnet, spécialiste du patrimoine naturel au sein du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, il est pourtant possible d'agir pour éviter des dégâts irréversibles.

POUR LA FAUNE, LES SITUATIONS DE POST-CONFLIT PEUVENT ÊTRE PIRES QUE LES CONFLITS EUX-MÊMES

© UNESCO



Guy Debonnet.

Propos recueillis par Agnès Bardon, du Bureau de l'information du public de l'UNESCO.

De quelle manière la faune est-elle affectée par les situations de conflit ?

La faune est particulièrement exposée dans les pays en développement en période de conflit parce que c'est un moment où les structures habituelles de protection se désintègrent. De plus, les forces armées en présence sont souvent peu, voire pas rétribuées. Il leur faut donc trouver leurs propres moyens de subsistance. Ca a été le cas en Ethiopie, au Soudan ou encore en République

démocratique du Congo (RDC).

Dans ce contexte, le braconnage est un moyen de gagner de l'argent. Par ailleurs, les animaux fournissent un gibier naturel à leur portée. Ainsi, pendant le conflit qui a secoué la RDC à partir de 1996, la population d'éléphants se trouvant dans les sites du patrimoine a été décimée. Cet animal est particulièrement exposé car il fournit non seulement de la viande mais aussi des défenses qui ont une forte valeur marchande.

Le rhinocéros blanc a lui aussi

fait les frais de ce conflit. Les dernières estimations font état de quatre individus seulement. Si ces chiffres s'avèrent, cette espèce pourrait donc disparaître définitivement à brève échéance.

Le paradoxe, c'est que les situations de post-conflit peuvent se révéler pires encore, parce que les groupes armés se retrouvent oisifs et souvent. Ils deviennent alors incontrôlables parce qu'ils ont conservé leurs armes et que plus personne n'a de mainmise sur eux.



La population d'éléphants se trouvant dans les sites du patrimoine a été décimée.

Dans un pays totalement désorganisé par la guerre, est-il possible d'agir pour préserver certaines espèces ?

On peut soutenir les activités de protection des animaux, comme nous l'avons fait dans les sites du patrimoine mondial de la RDC, en permettant une continuité des activités de surveillance. Dans ce pays, l'UNESCO a assuré le paiement du salaire des gardes des cinq sites du Patrimoine mondial de 2000 à 2004.

Ce travail s'est révélé payant puisque la population des gorilles des montagnes non seulement n'a pas baissé, mais elle a légèrement augmenté pendant le conflit.

Il y a eu aussi une bonne coopération transfrontalière avec certains Etats voisins, même ceux qui étaient engagés dans le conflit comme l'Ouganda. L'expérience montre que

lorsqu'on limite les dégâts, il est possible pour les populations de se reconstituer. Cela prend du temps, mais c'est possible et cela bénéficie aussi aux populations environnantes.

En effet, si les gardes des parcs parviennent à tenir à distance les groupes armés des espèces protégées, cela garantit aussi aux villageois une certaine sécurité. Il ne faut pas oublier que ceux qui braconnent sont aussi ceux qui pillent les villages.

En RDC, la Convention du patrimoine mondial a permis de jouer un rôle clé pour inciter les chefs de guerre à respecter les aires protégées. Une fois le calme revenu, les espèces peuvent recommencer à croître. En revanche, lorsque les populations sont très fragilisées et réduites, comme c'était le cas des rhinocéros dans le Parc national de

la Garamba, le braconnage peut mettre en danger les espèces et il est très difficile de les reconstituer ensuite.

C'est la raison pour laquelle il faudrait songer à trouver un équivalent pour le patrimoine naturel à la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

La protection de la biodiversité peut-elle vraiment être une priorité en période de conflit ou dans l'immédiat après-guerre ?

Le problème, c'est que les atteintes portées à la biodiversité ne sont pas très visibles. La raréfaction du rhinocéros est beaucoup moins spectaculaire que la destruction d'un monument comme les Bouddhas de Bamian. Par ailleurs, le fatalisme prévaut trop souvent sur la question de la biodiversité, comme si toute action était vaine.

Or, il est capital que le sujet soit mis sur la table pendant et après le conflit parce qu'il s'agit d'un bien commun à l'humanité. Le travail que nous avons opéré en RDC montre qu'il est possible d'agir.

Il faut aussi comprendre que c'est dans l'intérêt des populations locales d'abord parce qu'il s'agit pour elles d'un facteur de sécurité alimentaire. Ensuite parce que ça peut être une source de revenu pour le pays, une fois la guerre terminée.

Au Rwanda par exemple, le tourisme vert – motivé essentiellement par la présence de gorilles dans le pays – est aujourd'hui la deuxième source de devises étrangères après le café et le thé.



Le rhinocéros blanc pourrait disparaître définitivement à brève échéance.

Chronologie

Née parmi les cendres de la Seconde Guerre mondiale, l'UNESCO s'est attelée à la tâche de reconstruction dès ses tout premiers programmes. Soixante ans plus tard, elle continue de porter secours aux pays qui subissent les conséquences de conflits ou de catastrophes naturelles. Quelques dates clés.

1946

La Conférence générale tient sa première réunion et décide de créer un centre d'information chargé de collecter des données concernant les besoins en matière d'assistance des pays dévastés par la Seconde guerre mondiale. Elle établit également un programme d'éducation pour la compréhension internationale.

1947

Le Conseil international temporaire pour le relèvement de l'éducation commence à mobiliser et coordonner les efforts du secteur privé, obtenant la participation de 700 organisations nationales et 30 organisations internationales.

1948

Publication du premier volume d'Etudes à l'étranger, contenant des informations détaillées sur des milliers de possibilités de bourses et d'échanges universitaires. Quelque 180 étudiants reçoivent des bourses dans le cadre du programme de reconstruction.

1950

L'UNESCO dirige le département de l'éducation de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies et lance un programme scolaire destiné aux enfants palestiniens réfugiés au Proche-Orient. Quatre décennies plus tard, 400.000 élèves auront bénéficié de l'enseignement de 11.000 professeurs dans 640 écoles.

1954

Les représentants de 50 pays adoptent la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé à La Haye (Pays-Bas).

1955

L'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée et l'UNESCO intensifient leurs efforts de reconstruction et mettent en service une presse typographique permettant de produire 20 millions de manuels scolaires par an.

1961

Un audacieux programme de réforme du système éducatif de l'ancien Congo belge (l'actuelle République

démocratique du Congo) permet de recruter plus de 100 spécialistes et 800 enseignants pour remplacer ceux qui ont quitté le pays.

1977

L'UNESCO répond à la demande du gouvernement libanais et prête assistance pour la reconstruction et le développement du pays.

1990

Le Conseil exécutif décide de créer le Programme UNESCO-Tchernobyl destiné à pallier les conséquences de la catastrophe nucléaire survenue quatre ans auparavant.

1991

Le rétablissement de la paix au Cambodge ouvre la voie à la réalisation d'un programme international pour la protection d'Angkor, qui durera plus de dix ans.

1992

L'UNESCO crée un important programme éducatif destiné à la formation d'administrateurs et de directeurs d'écoles et d'universités dans l'Afrique post-apartheid.

1993

Le Programme d'éducation pour les situations d'urgence et de reconstruction (PEER) prête assistance aux enfants réfugiés somaliens. Ce nouveau programme permettra ensuite de faire face à d'autres crises sur le continent africain et dans le reste du monde.

1994

Le Coffret pédagogique d'urgence, qui contient des outils pédagogiques de base à l'usage des professeurs et des enfants, est testé pour la première fois à l'échelle de tout un pays : le Rwanda.

1996

L'UNESCO est désignée comme organisme chargé de diriger et de coordonner l'aide aux médias indépendants durant la période de reconstruction de l'ex-Yougoslavie. L'Organisation coordonnera ensuite les activités réalisées dans ce domaine en Afghanistan, en République démocratique du Congo et en Iraq.

2000

Le Forum mondial sur l'éducation de Dakar (Sénégal) adopte un cadre d'action comprenant une disposition relative à l'éducation en situations d'urgence.

2002

Le minaret de Jam est le premier site d'Afghanistan à être inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial. Outre la préservation du patrimoine culturel national, l'UNESCO exécute également dans différentes régions du pays des projets relatifs à l'éducation et à la communication.

2003

Le Rwanda est le pays choisi pour la première d'une série de publications concernant les activités de restauration et transformation des systèmes éducatifs dans les pays en situation de post-conflit. Les publications suivantes seront dédiées, entre autres, au Kosovo, à la Palestine et au Timor-Leste.

2004

Le Vieux pont de Mostar (Bosnie-Herzégovine), rebâti après sa destruction durant le conflit de 1993, est inauguré en juillet. Cet événement conclut la campagne internationale de collecte de fonds menée par l'UNESCO en vue de cette restauration. Deux ans plus tard, ce monument sera inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial.

2005

Un gigantesque tsunami dévaste les côtes des pays bordant l'océan Indien. L'UNESCO propose de mettre en place un système d'alerte semblable à celui qui existe déjà dans le Pacifique.

2006

L'UNESCO participe aux travaux de relèvement et de reconstruction du Liban après le conflit, en particulier dans le domaine de l'éducation, de la culture et de la communication. Une mission dresse le bilan des dommages que la guerre a causés à son patrimoine culturel.

Sources:
50 années pour l'éducation,
UNESCO, 1997;
Archives du *Courrier*.

Le Courrier remonte le temps

Une sélection de dossiers et articles en ligne sur la reconstruction postconflit, extraits de numéros récents du *Courier de l'UNESCO*.



Mostar, Le nouveau pont, 2004.

© UNESCO/Alain Rousset

« Angkor ou la recherche de l'unité perdue » mai 2002

Comment la valeur symbolique de ce site du Patrimoine mondial a aidé les Cambodgiens à trouver la voie de la réconciliation.

« Mostar, un pont pour la paix » mai 2002

Des équipes multiculturelles reconstruisent ce joyau de l'architecture ottomane.

« Première rentrée libre au Timor oriental » novembre 2000

La situation du système éducatif dans le 189^{ème} État membre de l'UNESCO.

« Kosovo : le saccage organisé du patrimoine » septembre 2000

Deux articles dressent le bilan des dommages subis par les sites culturels de l'ex-Yougoslavie.

« Horreurs d'hier : la mémoire et l'oubli » décembre 1999

Des nations qui ont enduré des atrocités font face à leur passé pour préparer leur avenir.

« Les conflits majeurs » octobre 1995

Fiches d'information sur les affrontements majeurs que les Nations Unies ont contribué à résoudre dans le monde.

« La reconstruction reste notre premier souci » septembre 1949

Définissant les priorités de l'UNESCO, un résumé intéressant des premières activités de l'Organisation durant la période d'après-guerre.



Enfants du Timor oriental dans une école à ciel ouvert détruite par la milice anti-indépendante à Dili.

© Vincent Thian/AP/Boomerang, Paris

Articles

« Situations d'urgence » novembre 2005

L'assistance prêtée par l'UNESCO en matière d'éducation et de protection du patrimoine mondial dans des régions en situation de postconflit.

« Éducation : enseigner la guerre, enseigner la paix » janvier 2004

Le rôle de l'éducation dans des pays qui ont vécu des décennies de conflit violent.

« Afghanistan: les chantiers de la reconstruction » octobre 2002

Le gigantesque travail de reconstruction d'un pays où la guerre a semé destructions et désespoir.

José Banaag.



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Le Courrier de l'UNESCO est publié
par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture.
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
<http://www.unesco.org/fr/courier>

Renseignements et droits de reproduction
f.ryan@unesco.org

Directeur de la publication
Saturnino Muñoz Gómez

RÉDACTEURS

Anglais
Edna Yahil

Arabe
Bassam Mansour

Chinois
Weiny Cauhape

Espagnol
Lucía Iglesias Kuntz

Français
Agnès Bardou

Russe
Vladimir Sergueev

Assistant éditorial
José Banaag

Photos
Fiona Ryan

Maquette et mise en PDF
Gilbert Franchi

Plateforme web
Stephen Roberts, Fabienne Kouadio, Chakir Piro

Les articles peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduit du Courrier de l'UNESCO », en précisant la date et en ajoutant le lien : <http://www.unesco.org/fr/courier>

Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'UNESCO.

Les photos appartenant à l'UNESCO peuvent être reproduites avec la mention © Unesco suivie du nom du photographe.

Pour obtenir les hautes définitions, s'adresser à la photobanque : www.photobank@unesco.org

Les frontières sur les cartes n'impliquent pas la reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations Unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.